

"Pas de souffle politique, samedi à Bruxelles" dans Combat (24 janvier 1972)

Légende: Le 24 janvier 1972, le quotidien français Combat se félicite du nouvel élargissement de la Communauté, mais lance un appel au renforcement de la coopération européenne en matière économique, monétaire et politique.

Source: Combat. de la Résistance à la Révolution. 24.01.1972. Paris: Combat. "Pas de souffle politique, samedi à Bruxelles", auteur: Cornet, Jean-Pierre.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit. Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés. Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/pas_de_souffle_politique_samedi_a_bruelles_dans_combat_24_janvier_1972-fr-95c51fa3-2e3d-49fa-bd68-8779f2c148b3.html

Date de dernière mise à jour: 25/01/2023



Pas de souffle politique samedi à Bruxelles

Une Europe nouvelle est née dans la brume à peine ensoleillée de Bruxelles, le 22 janvier. Une Europe où la Mer du Nord sera une mer intérieure, où les traditions démocratiques fondées sur la supériorité des peuples - garants du respect des droits des citoyens - seront plus solidement établies encore. Une Europe où la Grande-Bretagne va pouvoir songer à exercer une influence qui lui fera oublier sa domination des mers.

La signature du traité d'adoption prend évidemment figure de symbole de puissance : l'Europe occidentale du cap Nord à l'île de Lampéduze devient la 1ère puissance du monde, et l'on commente volontiers à Bruxelles ce tableau qui en long et en large expose la richesse et les possibilités de développement - niveau de vie, exportations - du nouvel ensemble à dix.

Mais si la volonté politique d'agir pour avoir une seule politique économique et monétaire, pour rapprocher les politiques étrangères, particulièrement divergentes, n'anime pas le nouveau « club », ces chiffres n'auront été qu'un jeu propre à séduire les faibles. Chacun savait tout cela samedi à Bruxelles et le point d'interrogation posé est immense.

Au milieu des phrases de circonstances qui ont peuplé les discours, les hommes d'Etat ont laissé percer leurs soucis, tenu à donner des indications des espoirs.

Nous passerons sur l'énumération que M. Eyskens a faite des grands hommes d'Etat européens à sa convenance. L'heure n'était pas à dresser une éthique européenne contre une autre, et personne d'autre que le Premier ministre belge n'a songé à décerner de labels de qualité européenne. Il a été en tout cas significatif :

1) Que M. Malfatti, président de la commission du Marché Commun, ait placé en tête des institutions européennes le Parlement de Strasbourg qui continue de végéter faute d'être élu au suffrage universel et d'avoir les pouvoirs budgétaires de contrôle qu'il devrait exercer. Tour à tour; M. Lica (Irlande) et M. Kraag (Danemark) ont exprimé le souci que ce Parlement, soit renforcé. M. Malfatti était sûr d'exprimer un souci généralement partagé par les petits pays de la CEE. Mais tout dépendra de l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard des institutions de Bruxelles, de Luxembourg et de Strasbourg. Or il est très vraisemblable que Londres « jouera le jeu » parlementaire. Ses attitudes apparaissent pourtant sinon équivoques, du moins aventuristes.

Ambiguïtés anglaises

2) Que Monsieur Heath ait placé en tête de ses préoccupations le respect de la souveraineté la souveraineté des Etats membres. Il ne pouvait que plaire ainsi au gouvernement français. De même, laissant planer un doute - dont on a tout de suite senti le danger dans la presse belge - sur la future gestion de l'Europe des Dix par les institutions de Bruxelles, telles qu'elles fonctionnent actuellement, M. Heath a félicité la commission du Marché Commun pour la réussite qu'elle a assuré à la communauté des Six. Mais reprenant un discours qu'il avait fait à Londres il y a quelques mois et qui avait, provoqué quelque scandale, il a fait appel à l'imagination créatrice pour envisager le cas échéant, autre chose. Tout se passe comme si M. Heath était prêt à réviser un traité qu'il vient à peine de signer. En tous cas, il est clair qu'il n'exigera pas la règle de la majorité, pas plus que le gouvernement français n'est prêt à le faire.

3) Que l'accent sera mis davantage sur la politique sociale et régionale de la communauté et, à ce point de vue, l'adoption des quatre nouveaux membres est très heureuse. Les premiers ministres danois, norvégien et irlandais ont été sans équivoque à cet égard. Il est vrai que l'adhésion de leurs pays au Marché Commun est soumise au résultat d'un référendum populaire, qu'ils doivent par conséquent dresser une attention particulière aux craintes largement exprimées dans leurs pays respectifs. Le Premier ministre norvégien sait que le résultat du référendum en Norvège reste des plus aléatoires, au point que l'on murmurait à Bruxelles samedi, que les Dix pourraient bien se retrouver Neuf....

Redisons-le encore une fois: la cérémonie du 22 janvier peut n'avoir été qu'une fête sans lendemain. Le fait est que l'on aura très peu parlé de l'union économique et monétaire, qui devrait être l'objet numéro un du

souci des Six. En attendant les Quatre, cette année, ne conçoivent-ils pas, après l'élargissement, de renforcer la communauté de peur qu'elle ne se dissolve, et sans attendre que le traité ne devienne, à la date du premier janvier 1973 exécutoire ? Bien sûr, il faudrait agir en parfaite consolidation avec les Quatre pays européens du Nord qui, samedi, ont choisi de partager notre destin.

Jean-Pierre CORNET